

qu'au matin que la gare d'Anvers a été avisée de l'accident.

Des secours aux sinistrés

En présence de l'ampleur du désastre, la municipalité d'Anvers a décidé de se réunir exceptionnellement aujourd'hui, en vue de voter les premières mesures indispensables pour venir en aide aux malheureux victimes de l'inondation.

Un acte de courage

Il convient de signaler le bel acte de courage accompli par un ouvrier de l'usine Barbet-Martin. Au moment où les eaux qui avaient envahi l'usine allaient atteindre les chaudières sous pression, l'un des chauffeurs, au mépris du danger, se jeta à l'eau et réussit à ouvrir les soupapes de sûreté, évitant ainsi une terrible explosion qui aurait certainement fait des victimes. Le courageux ouvrier a été chaleureusement félicité.

Un nouvel orage

Mardi après-midi, un nouvel et violent orage a éclaté sur Anvers provoquant de nombreuses pannes de courant. La foudre est tombée sur plusieurs points de la ville mais il n'y eut aucun dégât sérieux.

La chirurgie avant le XIXe siècle

Des temps préhistoriques nous retrouvons certains vestiges qui permettent de penser que nos lointains ancêtres n'igno- raient pas la chirurgie, si rudimentaire que fut leur technique. Des crânes d'épo- que néolithique portent des marques de trépanation, et qui plus est d'une trépanation pratiquée sur l'homme vivant car les cicatrices sont parfois atténuées par une recalcification postérieure.

Les livres hippocratiques qui datent de 400 ans environ avant notre ère nous fournissent un résumé de l'expérience acquise à cette époque. La chirurgie y figure en bonne place. Certains traités donnent des renseignements utiles sur la technique opératoire : position du patient, place de l'opérateur, etc. Nous pouvons y voir également que la « taille » destinée à retirer les pierres de la vessie était réservée à certains empiriques qui s'attachaient à la recherche de la pierre.

D'un bon transport nous à Rome. La chirurgie n'y est guère en faveur. Elle est considérée, d'abord parce que Galien la méprise et que plus elle n'est exercée que par des affranchis.

Progrès à peu près nuls pendant la période byzantine. S'il faut en croire le docteur Bouquet à qui nous empruntons maints détails de cette étude, le principal mérite des chirurgiens de Byzance, c'est de nous avoir transmis des renseignements sur l'œuvre de leurs devanciers.

En Occident, la chirurgie renaît grâce aux Arabes dont le prestige s'évanouit quand on parvint à connaître dans le texte original les auteurs grecs de qui ils tenaient leur art. D'ailleurs, jusqu'à la fin du XIIIe siècle la condition du chirurgien n'est guère propre à renforcer le crédit des hommes de l'art.

La condition du chirurgien changea lorsque Louis XIV eut été opéré d'une fistule. Cette opération est restée célèbre. D'ailleurs la réaction dans son « Ouvre d'opérations de chirurgie ». Les grands maîtres trouvent un moyen ingénieux de faire leur cour au Roi : « J'en ai vu plus de trente, écrit Dionis, qui venaient qu'on leur fit l'opération et dont la folie était si grande qu'ils ne pouvaient s'empêcher de se louer d'être opérés par le chirurgien qui leur avait fait l'opération ».

Le 27 mai, un cours officiel de chirurgie ; puis furent fondées cinq chaires au collège Saint-Côme. Cette œuvre de glorification de la chirurgie fut couronnée par la création d'une Académie de chirurgie en 1731.

Un XVIIIe siècle, les cours se multiplient en un érès des diplômes, des journaux spéciaux paraissent ; bref la chirurgie a pris une place brillante. Mais elle ne perd pas son caractère d'artisanat. Les chirurgiens ne se découvrent pas les uns les autres dans un cours officiel de chirurgie ; ils se découvrent dans les salles de la clinique, dans les salles de l'art de l'opérateur.

LES ÉLECTIONS

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

M. Germain-Martin déclare que le Parlement aura à donner au Gouvernement les moyens de réorganiser la vie économique du pays. La spéculation doit être complètement brisée par le relèvement du taux de l'escompte, du taux du prêt sur or et par d'autres mesures que le Parlement autorisera.

En ce qui concerne les impôts, des réductions substantielles ont été décidées. Il s'agit de mesures d'allégement certains prix de revient. Appuyant, il faut donner au Gouvernement les moyens d'action rapides et immédiats dont il a besoin pour repousser l'attaque redoutable dont le pays est menacé.

M. Léon Blum demande des précisions sur les attaques dirigées contre la France et déclare que les socialistes refusent de laisser entrer de ce dilemme, la dévaluation ou la superdéflation.

M. Germain-Martin monte de nouveau à la tribune et défend les projets du Gouvernement dont il lit les titres. Les projets sont renvoyés à la Commission des Finances.

L'ATTITUDE DES GROUPES PARLEMENTAIRES

Les groupes politiques de gauche ont repris, mardi matin, leurs délibérations sur les pleins pouvoirs.

L'impression qui se dégage de ces premiers échanges de vues est assez défavorable. C'est ainsi qu'au groupe radical-socialiste, où l'assistance était relativement nombreuse, ce sont surtout des opposants qui ont pris la parole.

Au groupe radical-socialiste

M. Daladier contre M. Herriot. Le groupe s'est réuni sous la présidence de M. Delbos.

M. Malvy a mis au courant le groupe de la situation budgétaire et monétaire et a appelé qu'à plusieurs reprises, il avait, au cours de derniers mois, demandé au gouvernement de venir s'expliquer devant la Commission des finances sur les dispositions à envisager pour parer aux difficultés éventuelles de la Trésorerie.

M. Léon Blum a, en outre, déposé une demande d'interpellation sur le contenu du projet financier du Gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

M. Gaston Martin a pris nettement position contre le gouvernement, tandis que M. Guernut se montrait hostile à la fois à une politique de déflation et à toute dévaluation de la monnaie.

M. Léon Meyer s'est élevé avec vigueur contre la procédure envisagée par le gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

M. Gaston Martin a pris nettement position contre le gouvernement, tandis que M. Guernut se montrait hostile à la fois à une politique de déflation et à toute dévaluation de la monnaie.

M. Léon Meyer s'est élevé avec vigueur contre la procédure envisagée par le gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

M. Gaston Martin a pris nettement position contre le gouvernement, tandis que M. Guernut se montrait hostile à la fois à une politique de déflation et à toute dévaluation de la monnaie.

M. Léon Meyer s'est élevé avec vigueur contre la procédure envisagée par le gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

M. Gaston Martin a pris nettement position contre le gouvernement, tandis que M. Guernut se montrait hostile à la fois à une politique de déflation et à toute dévaluation de la monnaie.

M. Léon Meyer s'est élevé avec vigueur contre la procédure envisagée par le gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

M. Gaston Martin a pris nettement position contre le gouvernement, tandis que M. Guernut se montrait hostile à la fois à une politique de déflation et à toute dévaluation de la monnaie.

M. Léon Meyer s'est élevé avec vigueur contre la procédure envisagée par le gouvernement.

Quant à M. Georges Bonnet, il a critiqué la politique d'attribution du Cabinet qu'il a rendu responsable des difficultés présentes.

La séance du Sénat

Paris, 28 mai. — En attendant l'ouverture de la séance de rentrée, de nombreux sénateurs circulent par petits groupes dans les couloirs du Luxembourg, tout en s'entretenant de la situation politique et financière. A leurs yeux, seules des solutions d'urgence et d'ordre budgétaire et financier assurent le redressement complet de l'économie du pays.

Lorsque M. Jeanneney, qui préside, ouvre, à 15 h. 10, les débats, l'hémicycle est abondamment garni.

Le Sénat adopte successivement plusieurs projets de loi votés par la Chambre, et déclare que les socialistes refusent de laisser entrer de ce dilemme, la dévaluation ou la superdéflation.

M. Germain-Martin monte de nouveau à la tribune et défend les projets du Gouvernement dont il lit les titres. Les projets sont renvoyés à la Commission des Finances.

Le train de vie de l'Etat

Il n'en reste pas moins que l'Etat français a établi son « train de vie » à un niveau qui se situe au-dessus de ce qui est normal de ses recettes permanentes. De l'époque d'abaissement de la facilité de paiement de la dette, qui a entraîné une augmentation de la dette, il en résulte aujourd'hui encore la crise de nos finances.

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Comment sortir de l'impasse où nous a conduits la persistance de l'inflation sans retour providentiel à une période de prospérité ? Comment parer aux graves difficultés qui se dressent devant nous ?

Contre la dévaluation

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

Certains proposent comme remède une dévaluation de la monnaie. Le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à une telle mesure.

LA DURÉE DU SERVICE MILITAIRE ET LE PAYS

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 28 MAI 1935.

M. Segers, sénateur d'Anvers et président de la Fédération des Cercles et Associations catholiques, a fait allusion à cette question, dans le discours qu'il a prononcé au Sénat sur les problèmes internationaux.

Après avoir souligné les armements intensifs de l'Allemagne et le danger qu'ils présentent pour la paix en général et pour la sécurité de la Belgique en particulier, il a ajouté :

« Je me demande si nous n'avons pas eu tort de réduire trop sensiblement le temps du service. Je tremble parfois, en y songeant aujourd'hui. Je ne sais si le pays se rend un compte suffisant des dures réalités de l'heure présente. »

La question peut se poser. Mais si le pays ne se rend pas suffisamment compte du danger, peut-on le lui reprocher ? Qui donc l'en instruit, courageusement, au risque de se rendre impopulaire ?

Les socialistes ont déjà décidé que la question du temps de service ne pouvait pas se poser actuellement. Les ministres socialistes n'ont rien dit ni fait pour éclairer leurs amis sur ce que M. Segers appelle les « dures réalités de l'heure présente ».

Voilà donc un parti qui se trouve au Gouvernement et qui représente les trois septièmes de la population, et qui juge inutile de parler du temps de service. Comme on ne peut quand même pas les accuser de ne pas vouloir défendre le pays contre l'invasion, leur parti nous devons conclure que le danger n'est pas aussi grand qu'il le dit et qu'on se trouve en présence d'une campagne « de marchands de canons », intéressés à massacrer les Belges.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

« Du côté gouvernemental, on ne dit rien », M. le ministre Devèze, à Mons, a déclaré qu'il parlait en son nom personnel, et que ce serait au pays de se prononcer.

Mais pour ce faire, il faut renseigner le pays. Et le Gouvernement se tait. Il prend des mesures énergiques pour redresser le commerce et l'industrie. Il multiplie les communiqués et les discours sur la bataille qu'il mène pour que le Belge se libère des difficultés économiques et financières actuelles.

Quant à aux dures réalités créées par la menace allemande, il n'en parle pas. Comme le pays se rendrait-il compte de cette menace si ceux qui devraient l'instruire ne disent rien. Je n'ignore pas que si le Gouvernement se tait, c'est parce qu'il craint de ne pas être suivi par un Parlement divisé, et qu'il préfère lanterner plutôt que de tomber, au sujet de la défense nationale, dans le pays qui ne sait pas cela, pense logiquement que la situation internationale n'est pas aussi grave qu'on le déclare, puisque le Gouvernement est muet sur le danger allemand, alors qu'il dit tant de choses sur le danger financier.

Les élections radiophoniques dans la région du Nord

La liste Thibaut est élue

On sait que dimanche dernier se sont déroulées dans les douze régions radiophoniques de la France les élections pour la désignation des représentants des auditeurs dans le Conseil de gestion des postes d'Etat.

Le Nord tenait la tête des régions tant par le nombre des inscrits que par celui des votants. C'est ce qui explique que les résultats ont été connus plus tardivement que dans les autres centres du territoire. En effet, par le poste de Lille, 66.417 auditeurs s'étaient fait inscrire et 53.191 ont voté.

Lille, la liste de l'Union des groupements radiophoniques a obtenu un éclatant succès puisqu'elle passe à la majorité absolue contre la liste socialiste.

Maintenant donc, il ne reste plus qu'à se mettre au travail avec ardeur pour réaliser le programme que la majorité des auditeurs inscrits a fait triompher.

Voici les résultats : Liste de l'Union des groupements radiophoniques : MM. A. Thibaut, 35.041 ; A. Carrière, 34.811 ; A. Crétieu, 35.126 ; P. Hassenbrück, 31.450 ; P. Julien, 35.220 ; L. Lagouge, 34.871 ; J. Lebrun, 35.125 ; R. Rogé, 34.900 ; P. Royer, 35.104 ; E. Vandenaes, 34.770.

Candidats isolés : M. Nivert vient en tête avec 1.540 voix.

« C'est à la Pentecôte que le Cabinet anglais sera remanié »

Londres, 28 mai. — C'est, selon toute vraisemblance, aux alentours de la Pentecôte qu'aura lieu le remaniement ministériel dont le principe est maintenant arrêté.

Dès le début de la semaine prochaine, il est possible que le premier ministre figure sur la « liste des honneurs » ou distinctions accordées par le Roi aux serviteurs de l'Etat.

Cette mesure aurait pour objet d'ôter au passage de M. MacDonald à la présidence du Conseil tout ce qui pourrait avoir l'allure d'une critique à sa politique. Une semaine plus tard, le premier ministre remettrait au roi George la démission du Cabinet et le souverain chargerait M. Stanley Baldwin de constituer le nouveau Cabinet.

Le nouveau chef du gouvernement offrirait à M. Ramsay MacDonald la présidence du Conseil et procéderait à un remaniement fort étendu portant sur la plupart des postes de commande : Affaires étrangères, Intérieur, Guerre, Air, Travail et Hygiène.

Quant à M. Lloyd George, il n'est pas sans assez d'importance. Il va de soi que si le « leader » gallois ne peut faire triompher son « New Deal » dans le Cabinet, il cherchera ailleurs un appui qui pourrait fort bien être dirigé contre le nouveau Cabinet.

« C'est à la Pentecôte que le Cabinet anglais sera remanié »

Londres, 28 mai. — C'est, selon toute vraisemblance, aux alentours de la Pentecôte qu'aura lieu le remaniement ministériel dont le principe est maintenant arrêté.

Dès le début de la semaine prochaine, il est possible que le premier ministre figure sur la « liste des honneurs » ou distinctions accordées par le Roi aux serviteurs de l'Etat.

Cette mesure aurait pour objet d'ôter au passage de M. MacDonald à la présidence du Conseil tout ce qui pourrait avoir l'allure d'une critique à sa politique. Une semaine plus tard, le premier ministre remettrait au roi George la démission du Cabinet et le souverain chargerait M. Stanley Baldwin de constituer le nouveau Cabinet.

Le nouveau chef du gouvernement offrirait à M. Ramsay MacDonald la présidence du Conseil et procéderait à un remaniement fort étendu portant sur la plupart des postes de commande : Affaires étrangères, Intérieur, Guerre, Air, Travail et Hygiène.

Quant à M. Lloyd George, il n'est pas sans assez d'importance. Il va de soi que si le « leader » gallois ne peut faire triompher son « New Deal » dans le Cabinet, il cherchera ailleurs un appui qui pourrait fort bien être dirigé contre le nouveau Cabinet.

« C'est à la Pentecôte que le Cabinet anglais sera remanié »

Londres, 28 mai. — C'est, selon toute vraisemblance, aux alentours de la Pentecôte qu'aura lieu le remaniement ministériel dont le principe est maintenant arrêté.

Dès le début de la semaine prochaine, il est possible que le premier ministre figure sur la « liste des honneurs » ou distinctions accordées par le Roi aux serviteurs de l'Etat.

Cette mesure aurait pour objet d'ôter au passage de M. MacDonald à la présidence du Conseil tout ce qui pourrait avoir l'allure d'une critique à sa politique. Une semaine plus tard, le premier ministre remettrait au roi George la démission du Cabinet et le souverain chargerait M. Stanley Baldwin de constituer le nouveau Cabinet.

Le nouveau chef du gouvernement offrirait à M. Ramsay MacDonald la présidence du Conseil et procéderait à un remani